

# Les Maires pour Le Bien Commun, au service de l'identité de la France



*Le général Coustou intervenait au nom des Maires pour le Bien Commun. Il sut faire la liaison entre le combat de ces petits maires, souvent des communes rurales, et la démarche de ce qu'on a appelé la tribune des généraux : sauver la France.*

INTERVENTION DU GENERAL COUSTOU, CALLAC, LE 5 NOVEMBRE

M. Éric VIAUD, maire de La Bussière et président du Collectif « Maires pour le Bien Commun » étant empêché, m'a chargé de vous adresser quelques mots au nom du Collectif. L'appellation « pour le BC » indique clairement que personne ne doit rester sur le bord du chemin.

Alors, pourquoi venir manifester à Callac notre opposition à l'implantation d'immigrés ?

En décembre 2018, j'ai signé la lettre ouverte contre le Pacte dit de Marrakech, sur des migrations sûres, ordonnées et

régulières. Ce pacte était réputé non contraignant, alors pourquoi l'avoir signé, car il était moralement engageant ? J'ai fait l'objet d'un rappel au devoir de réserve, comme si ma vie active, ayant été consacrée au service de la France, je n'avais pas de légitimité pour dénoncer des dispositions qui portaient en germe le Plan Horizon, voulu aujourd'hui par le Président de la République. Plus tard, en avril 2021, plus de 27.000 militaires à la retraite, dont plus de 60 généraux, ont signé la Lettre à nos gouvernants, qui alertaient sur le délitement de la France, reconnu par une large majorité de la population et même par le porte-parole du gouvernement de l'époque, M. Gabriel ATTAL.

Chers amis résistants, notre civilisation est aujourd'hui en danger, de l'extérieur par un problème démographique et de l'intérieur par un ensauvagement de notre société qui ne pourra être résolu

que par un réarmement moral.

Non pas une « assistance à migrants en détresse », mais un combat en vue du maintien de notre civilisation.

Notre civilisation française est d'origine gréco-latine, mais aussi chrétienne. Il suffit d'observer les milliers de villages et de villes, regroupés autour de leurs clochers. Aujourd'hui, l'enjeu est pour nous, par nature civilisationnel. Il dépasse largement les frontières de la France, car l'Europe qui est géographiquement un continent, a comme point commun le Christianisme. Or, pourquoi accepterions-nous de renier ce trésor que nos Anciens nous ont légué, bien souvent au prix de leur vie ? En effet, ces nombreux immigrants viennent principalement d'Afrique et du Proche-Orient (Syriens, Tchétchènes, etc...) avec leurs mœurs, leurs coutumes, leur propre civilisation, si souvent incompatibles avec les nôtres.

A l'extérieur, le problème est d'abord démographique.

En 2050, la population de l'Afrique aura quasiment doublé avec 1 milliard d'individus en plus.

Si la France en accueillait quelques dizaines de millions, cela ne changerait rien pour l'Afrique mais serait fatal pour notre nation, laquelle continuerait de recevoir, comme chaque année et par avions, des haricots verts en provenance du Kenya, alors que l'Afrique ne pourrait pas nourrir ses propres habitants.

Un ancien Premier ministre socialiste, Madame Edith CRESSON, n'avait-elle pas affirmé que la France ne pouvait accueillir toute la misère du monde ? Et que font des pays de même sensibilité que celle des migrants (Arabie Saoudite, Qatar...) ? Ils leur demandent de signer un engagement à respecter les lois du pays d'accueil, ce qu'ils n'acceptent pas ; ce qui les incite à venir chez nous.

De plus, si la France perdait son identité en étant reléguée au rang d'un territoire anonyme parmi les 193 états que compte la planète, il n'y aurait que des « perdants ». Car la France a été et doit demeurer un phare pour l'humanité, cad pour le plus grand bénéfice de tous. Par ailleurs, nos gouvernants qui, aujourd'hui, veulent nous imposer de répartir dans nos campagnes des problèmes qu'ils se montrent incapables de résoudre dans nos banlieues, se drapent d'un fallacieux humanisme, passant par pertes et profits, des milliers de personnes qui se perdent en Méditerranée, à cause d'un trafic d'êtres humains qu'ils ne peuvent ignorer.

Enfin, observons l'attitude du pouvoir au regard de cette immigration non maîtrisée, ou plutôt acceptée. Souvenons-nous de la dissolution de l'association Génération Identitaire, tout simplement parce qu'elle avait manifesté pacifiquement dans les Alpes et les Pyrénées contre des intrusions illégales. Les procureurs n'avaient rien trouvé à leur reprocher. Ce faisant, le gouvernement ne se fait-il pas simplement complice de la violation de nos lois ?

A l'intérieur, l'ensauvagement de notre société est largement

la conséquence d'une immigration incontrôlée.

Mais pour nos gouvernants, dénoncer cela, relèverait d'une récupération politique. En fait, il s'agit d'un simple enfumage de leur incapacité à empêcher les attentats et autres agressions barbares dont la liste s'allonge au quotidien. A contrario, le pouvoir n'hésite pas à accomplir lui-même une véritable récupération politique au travers d'affaires aussi lamentables que funestes : le petit Alien trouvé mort sur une plage turque, l'affaire Théo de triste mémoire, l'affaire Léonarda pour ne citer que quelques exemples révélateurs. Constatons que la récupération politique, c'est bien deux poids, deux mesures.

Dans ce contexte, nous avons au contraire l'obligation de dénoncer l'incurie du pouvoir. Dans la quasi-totalité des crimes terroristes, résonne le fameux Al Akhbar. A-t-on jamais entendu un terroriste accomplir son crime au nom de Jésus-Christ ? Les crimes barbares seraient-ils le fait de détraqués ? Sont-ils les victimes d'une drogue (cocaïne, héroïne...° ou plutôt d'une manipulation au nom d'un texte -en vente libre- et qui appelle à tuer ceux qui n'ont pas la même foi qu'eux ?

Nous avons bien à faire face à une idéologie socio-politico-économico-culturelle dont la dimension religieuse tend à cacher l'incompatibilité de cette idéologie avec notre propre civilisation. L'ancien préfet de police de Paris, Didier LALLEMENT, déclarait : « A Paris, un délit sur deux est commis pas un étranger, souvent en situation irrégulière ». Il ajoutait même : « Il est clair qu'une partie des primo-arrivants s'intègre par la délinquance ». Voilà ce que notre Président veut disperser dans nos campagnes. Lui, ouvre le robinet que les Maires tentent de fermer.

La solution que nous proposons : un nécessaire réarmement moral, d'abord par les convictions et le courage de nos gouvernants pour gagner ce combat contre les destructeurs de notre civilisation.

Incapables de régler nos innombrables difficultés franco-françaises, nos gouvernants pour qui la France n'est plus qu'une idée obsolète, n'ont de cesse de la détruire au nom d'une idéologie contraire à nos propres aspirations et intérêts. Il s'agit donc, pour échapper à des instances apatrides et globalistes, dont ils sont au mieux les grands exécutants, de retrouver notre souveraineté, afin de redevenir maîtres chez nous. Le projet Horizon, dont le but est d'installer des migrants dans certains de nos villages, n'est-il pas une nouvelle estocade à notre (encore) si belle France ? Et la commune de CALLAC n'est-elle pas tout à la fois un 1er nouveau laboratoire, et le 1er test ? Et à ce titre, CALLAC n'est-elle pas aujourd'hui le Centre du Monde ?

En 1940, pour redonner confiance aux Français, une affiche dont nous pourrions nous inspirer aujourd'hui, titrait : » Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts « . C'est pourquoi nous devons tout faire pour lutter contre l'immigration incontrôlée et l'islamisation de moins en moins rampante mais surtout contre le Nouvel Ordre Mondial, dont les deux dangers précédemment cités ne sont que des moyens. Notre réarmement, au-delà de nos préoccupations légitimes de survie, doit être moral et surtout spirituel.

Par le refus de ces immigrés à CALLAC, manifestons ainsi clairement que nous voulons retrouver notre pleine souveraineté, afin de décider nous-mêmes de notre destin, et parce que, malgré l'apparence, nous serons les plus forts. La force n'est pas celle que l'on croit. Rien n'est plus fort qu'un peuple dont beaucoup d'hommes sont prêts à défendre les valeurs qui les animent.

Alors, pour Callac, pour la Bretagne et pour que survive la France, hauts les cœurs !

---